



Formation des paysans en milieu rural comme des véritables acteurs du développement durable de l'agriculture en RD Congo : une revue de littérature

Bamuene Solo D.³, Mboma Mburawamba J.¹, Kusika Nzau C.^{2,4}, Ibanda Kasongo B.², Ngoyi Malongi L.^{1,2}, Mabi Nza Masumu J.², Umba di M'balu J.^{1,2,3,4}

¹ Université Loyola du Congo (ULC), 7 avenue Père Boka, B.P. 3724/Kinshasa-Gombe

² Université Pédagogique Nationale (UPN), B.P. 8815/Kinshasa-Ngaliema

³ Université Président Joseph Kasa-Vubu (UKV), B.P. 314 Boma/Kongo Central, RD Congo

⁴ Institut Supérieur des Techniques Appliquées en Chimie Agroalimentaire (ISTACHA), 01 Avenue de la Mission, Kimpese/Kongo Central

Abstract:

The objective of this literature review on farmer training in rural areas as key players in sustainable agricultural development in the Democratic Republic of Congo (DRC) is to analyze farmer training in Congolese rural areas.

Agriculture is a vital sector for the DRC. Congolese farmers represent nearly 70% of the national workforce and, paradoxically, contribute 20% to the country's gross domestic product (GDP). However, farmers unfortunately find themselves in a precarious situation due to the deterioration of basic infrastructure, the limited use of improved seeds and farming equipment, which promotes subsistence farming. The consequences of this subsistence farming are primarily food insecurity and the massive importation of food products, costing billions to the public treasury. It is clear that traditional extension services have contributed little to rural development because they do not meet the needs of farmers. Proper farmer training can provide a solid foundation for productive and sustainable agriculture in the Democratic Republic of Congo.

The Farmer Field School (FFS) method, used and promoted by some international non-governmental organizations (NGOs) that place farmers at the heart of every initiative, is increasingly being adopted as a method of dissemination within farming communities. Thus, a trained farmer who has acquired the necessary technology can contribute to the dissemination of new seeds and sustainable agricultural practices in their community.

Keywords: Training, farmers, agriculture, sustainable development and Democratic Republic of Congo

Résumé

L'objectif de cette revue de la littérature sur la formation des paysans en milieu rural comme des véritables acteurs du développement durable de l'agriculture en République démocratique du Congo (RD Congo) est de procéder à une analyse de la formation des paysans en milieu rural congolais.

L'agriculture est un secteur vital pour la RD Congo. Les paysans congolais représentent près de 70% de la population active nationale et contribue paradoxalement à 20% du produit intérieur brut (PIB) du pays. Par ailleurs, les paysans se retrouvent malheureusement dans une précarité avancée suite à la détérioration des

infrastructures de base, de la faible utilisation des semences améliorées et des matériels aratoires qui favorisent une agriculture de subsistance. Les conséquences de cette agriculture de subsistance sont principalement l'insécurité alimentaire et l'importation massive des produits alimentaires qui coûtent des milliards au trésor public. Il se dégage que la vulgarisation à l'ancienne n'a guère contribué au développement du monde rural car ne répondant pas aux besoins du paysan. Une bonne formation du paysan peut s'avérer une base solide pour une agriculture productive et durable en RD Congo.

La méthode des Champs écoles paysans (CEP), utilisée et vulgarisée par certaines Organisations non gouvernementales (ONG) internationales mettant le paysan au centre de toute initiative, est de plus en plus adoptée comme méthode de vulgarisation dans le milieu paysan. Ainsi, un paysan formé et ayant acquis la technologie qu'il faut, participe à la diffusion des nouvelles semences et pratiques agricoles durables dans son milieu.

Mots clés : Formation, paysans, agriculture, développement durable et RD Congo

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.20344596>

1 Introduction

Depuis l'existence de l'humanité, l'homme se nourrit pour vivre. A l'exception des premiers ancêtres qui avaient la nourriture à la portée de mains dans le jardin d'Eden. Les nomades ont vécu de la cueillette et de la chasse. Depuis que dans le néolithique, l'homme est devenu sédentaire, il a domestiqué les plantes et les animaux. C'est le début de l'agriculture et de l'élevage. Il doit donc aujourd'hui se nourrir, travailler et élever (Umba *et al.*, 2022). Les milieux ruraux en République Démocratique du Congo (RD Congo) présentent un visage à double facette dont leur épanouissement suscite des préoccupations diverses. D'un côté, ils sont soumis à des contraintes majeures et confrontés à d'énormes défis et, de l'autre côté, ils possèdent un potentiel immense non valorisé, pouvant être capitalisé pour le développement national (Loola, 2025).

De l'origine à nos jours, cet art que nous appelons aujourd'hui agriculture ou élevage est une activité économique qui transforme et met en valeur le milieu naturel afin d'obtenir des produits végétaux utiles à l'homme (Umba *et al.*, 2022). En Afrique centrale, l'agriculture traditionnelle demeure largement fondée sur des pratiques peu durables, souvent héritées de systèmes extensifs qui accentuent la dégradation des sols, la vulnérabilité des exploitants face aux chocs climatiques, et la perte progressive de biodiversité (Nasser, 2025). La RD Congo souffre comme la majorité de pays africains d'une précarité alimentaire conséquente (Moula *et al.*, 2012). Cette situation est d'autant plus préoccupante que la FAO (2024) estimait que 58% de la population africaine était en situation d'insécurité alimentaire à la fin de l'année 2024, avec la RD Congo, l'Ethiopie, le Soudan et le Soudan du Sud parmi les pays les plus touchés.

Pour le cas particulier de la RD Congo, on peut aisément comparer sa situation à celle d'une gazelle qui meurt de soif au bord d'une rivière. Malgré les potentialités agricoles, le pays reste l'enfant pauvre de l'économie mondialisée car il n'a pas réussi à activer le flux des capitaux dont elle a besoin. En cause il y a la mauvaise image de ses activités économiques et politiques, les déficiences de ses infrastructures de transport, communication et technologies ; et enfin l'inadaptation de son appareil juridique, surtout en ce qui concerne le problème des contrats agricoles (Mfutu *et al.*, 2025).

Son climat chaud et humide est caractérisé par une forte pluviométrie atteignant parfois jusqu'à 2 000 mm l'an dans la cuvette. Par ailleurs, la RD Congo dispose de près de 80 millions d'hectares de terres arables, 4 millions de terres irrigables, dont 1% seulement cultivé. L'agriculture paysanne occupe 70% de la population active. Sa végétation peut supporter un élevage d'environ 40 millions de têtes de gros bétail et sa densité halieutique est estimée à 700 000 tonnes de poisson par an. Avec cette potentialité la RDC est capable de nourrir environ 2 milliards de personnes au monde. Malheureusement, le pays recourt encore aux importations pour chercher à couvrir le déficit alimentaire. Le sol dispose également d'importantes potentialités minières diversifiées (cuivre, diamant, or, uranium, colombo-tantalite, etc.) Selon Mfutu *et al.* (2025), l'économie du pays est extravertie, désarticulée et désintégrée avec une production agricole de quelques produits dont une partie totalement exportée à l'état quasi-brut et qui se résume à moins de produits n'intégrant pas une forte valeur ajoutée.

Le milieu rural congolais regorge plus de 60% de la population dont la majorité s'occupe de l'agriculture. Celle-ci constitue la clef de développement de la RD Congo, vu le nombre des personnes qui la pratiquent et dépendent d'elle d'une part, et sa contribution au PIB d'autre part (Ngalamulume, 2015). Dans son plan national Stratégique de développement à l'horizon 2050, la RD Congo envisage l'augmentation de sa production agricole en utilisant des méthodes innovantes, économiquement viables, socialement acceptables et écologiquement durables (FAO, 2020). L'économie rurale de la RD Congo constitue un secteur stratégique pour le développement national (Tabala, 2026).

Ce tableau posé, il convient de présenter l'organisation des plans de formation des paysans en RD Congo. Pour cela, cette étude s'appuie sur la littérature scientifique et les rapports de certaines organisations non gouvernementales nationales et internationales de deux dernières décennies qui ont travaillé sur la formation des paysans en milieu rural en s'appuyant sur les aspects de la formation et vulgarisation des techniques innovantes. Quelques questions fondamentales se posent pour mieux cerner cette étude : pourquoi l'agriculture congolaise ne se développe pas pour sortir le paysan du cercle vicieux qu'est la pratique non efficiente de l'agriculture ? Pourquoi de multiples projets de formation et d'appui des intrants agricoles aux paysans se succèdent sans résultats concrets ? Quelle méthode innovante pourrait mettre le paysan au centre pour développer son agriculture pourrait être appliquée ?

Ainsi, toutes ces questions posées nous amènent à formuler un objectif général de ce travail bibliographique qui est comment la formation des paysans en milieu rural peut transformer ces derniers en acteurs clés du développement durable de l'agriculture en RD Congo.

2 État des lieux de la paysannerie et des systems de formation paysanne en RD Congo

Dans l'économie nationale, le secteur rural en RD Congo occupe une place importante. Ce secteur emploie plus de 70% de la population total du pays, sa contribution au niveau de PIB national s'élève actuellement à environ 20% (agriculture, pêches, élevage et foresterie). Mais les conditions de vie des populations rurales ne sont pas cependant améliorées de façon significative : l'incidence de la pauvreté s'est même accrue au cours des dix dernières années soit avec un accroissement insuffisant de la productivité agricole et soit à la vulnérabilité due aux aléas climatiques (Issomalambe *et al.*, 2021).

L'histoire de l'encadrement agricole et rural en RD Congo est longue, trouble et assez riche d'enseignements. Elle part formellement de 1885, date d'appropriation du territoire par le Roi des Belges Léopold II avec l'installation de l'État Indépendant du Congo (EIC) après sa découverte par Henri Morton Stanley (Ngalamulume, 2022).

La politique de paysannat indigène a été testée peu avant la seconde guerre mondiale et généralisée dans les années 1940 avec des objectifs à la fois agronomiques, économiques et sociaux (Dubois, 1952 cité par Ngalamulume, 2022). Il s'agissait d'encourager la production agricole indigène et en conséquence, les revenus ruraux, de stabiliser et organiser la vie rurale traditionnelle, en vue de permettre une amélioration des conditions de vie et de travail en milieu rural, d'une part ; et de poursuivre de manière apaisée les objectifs d'accumulation étatique colonialiste grâce à l'augmentation de la productivité des ruraux, d'autre part (Ngalamulume, 2022). Cet encadrement s'est poursuivi sous la première et la deuxième République.

Si les politiques menées au cours des premières décennies ont permis un certain encadrement, bien que dirigiste du monde rural, la fin des années 1980 consacrera un début d'émancipation et d'autoprise en charge par les acteurs paysans et ruraux, suite à l'abandon progressif de l'État de ses charges naturelles dans le secteur agricole et rural induit par les politiques néolibérales d'ajustement structurel (Ngalamulume, 2013 ; Ngalamulume, 2016 cités par Ngalamulume, 2022).

La RD Congo est parmi les nations africaines où la majeure partie de sa population vit dans les milieux ruraux. Ces derniers sont habités par les paysans qui ne vivent et ne tirent leurs revenus que de l'agriculture. Ce que soutient Jean Minengu (2017) en affirmant que « l'agriculture constitue l'activité principale de près de 70% de la population en RD Congo. Le rôle de ce secteur dans l'économie nationale et dans la réduction de la pauvreté est très important (Yamfu *et al.*, 2025). Les données les plus récentes indiquent que la population urbaine de la RD Congo dépassera 51% en 2030 (UNHABITAT, 2023), confirmant la tendance à l'exode rural et donc la baisse de la population rurale et donc de la main d'oeuvre agricole, accroissant davantage les défis de nourrir une population en croissance rapide. Dans ce contexte, des paysans mieux formés et capables de développer une agriculture productive et durable peuvent devenir des acteurs de l'attractivité des milieux ruraux.

2.1 Définitions de quelques concepts

2.1.1 Le développement durable

D'ici à 2050, la population mondiale devrait atteindre près de 10 milliards d'individus. Cette estimation met en évidence la nécessité de penser et initier une évolution différente de nos sociétés, qui concilie les dimensions économique, sociale et environnementale (Pacte Mondial, 2022). Ainsi, l'expression « développement durable » tend à mobiliser autour d'elle des propositions de transformation du monde et de l'humanité, des espoirs en l'avènement d'un monde plus humanisé, d'une humanité plus solidaire et plus attentive et respectueuse de la nature (Umba *et al.*, 2025). Kimpianga estime que le développement durable signifie le développement intégré, intégral, participatif basé sur la bonne gestion de l'environnement (Kimpianga, 2007).

Cette définition insiste sur l'intégration à l'ancienne conception qui limitait naïvement le terme « développement » à la seule dimension économique liée à la croissance, d'autres dimensions importantes notamment socioculturelles, humaines et surtout écologiques basées sur le critère de la durabilité et/ou de la soutenabilité, qui n'est rien d'autre que la capacité de s'étaler à long terme sans mettre en péril les intérêts des générations futures ni sacrifier les générations présentes (Madingi *et al.*, 2025).

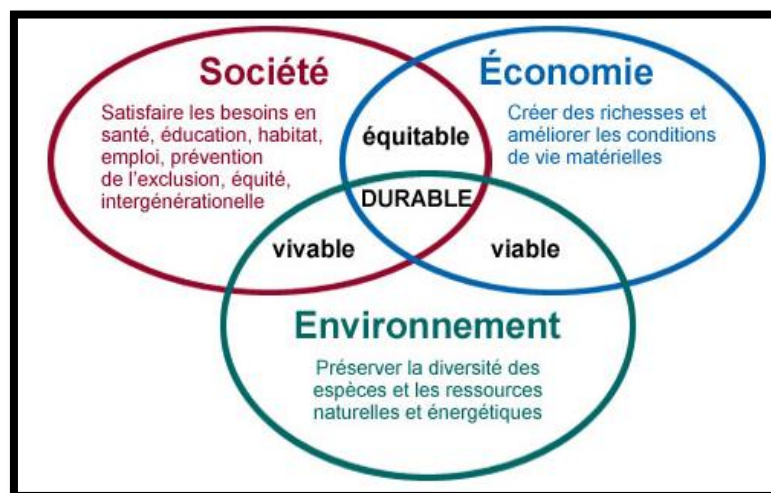


Figure 1. Illustration du schéma du développement durable
Source: <https://terredadeles.fr/wiki/doku.php?id=devdur:devdur>

2.1.2 L'agroécologie

« L'agroécologie est une approche intégrée qui applique simultanément des concepts et des principes écologiques et sociaux à la conception et à la gestion des systèmes alimentaires et agricoles. Elle vise à optimiser les interactions entre les plantes, les animaux, les êtres humains et l'environnement, tout en tenant compte des aspects sociaux qui doivent être abordés pour un système alimentaire durable et équitable » (FAO 2018).

De façon simple et pratique, l'agroécologie se définit comme une manière de pratiquer l'agriculture dans une logique de maintien des équilibres des agrosystèmes ou maintien du cadre des activités agricoles) (Guide des pratiques agroécologiques, 2015).

L'agroécologie est une méthodologie agricole se basant sur les connaissances des sciences de l'agronomie, de la biologie et de l'écologie. Elle constitue une approche rationnelle et efficace pour faire émerger la nouvelle donne agricole, saine et durable, indispensable à la transition écologique mondiale. Elle permet la production de denrées alimentaires saines et de hautes qualités nutritionnelles, exemptes de résidus de produits issus de la chimie de synthèse. L'approche vise autant à produire qu'à régénérer les sols et les environnements dégradés, favoriser la biodiversité et préserver le patrimoine génétique local (Schneider, 2022).

2.1.3 L'agriculture familiale: définition, sa place et son potentiel en RD Congo

Le concept d'agriculture familiale ne fait pas l'objet d'une utilisation universelle ; les dénominations varient selon le contexte. Il y a donc des termes idéologiques partout, et ils sont souvent soutenus par des mouvements paysans,

dont certains se réclament de l'agriculture paysanne, et d'autres de l'agriculture familiale. Les chercheurs anglophones parlent souvent de small farmers ou smallholders, ce qui tend à utiliser des critères de taille moins pertinents en termes sociaux et historiques, alors que la taille des exploitations peut varier considérablement. L'agriculture familiale peut varier depuis de grandes exploitations de 100 hectares, voire plus, dans les pays développés à la petite agriculture de subsistance de moins de 2 hectares dans les pays en développement, principalement en Afrique et en Asie, et même aux exploitants sans terre (Alpha et Castellanet, 2007 cités par Mulumeoderhwa, 2023). L'agriculture familiale « comprend l'ensemble des activités agricoles familiales liées à un grand nombre de dimensions du développement rural. Elle permet de structurer les productions agricoles, halieutiques, forestières, aquacoles ou pastorales qui, sous la direction d'une famille, reposent principalement sur la main-d'œuvre familiale, hommes et femmes confondus » (FAO, 2014). Cette forme d'agriculture reste « une des formes de production agricole qui comporte des exploitations où il existe un lien étroit entre l'unité de production et le patrimoine de la famille, la main-d'œuvre familiale étant effectivement mobilisée à l'exclusion de la main-d'œuvre salariée permanente » (Bélières *et al.*, 2014).

La RD Congo compte environ 16 millions d'agriculteurs, qui possèdent des terres d'une superficie moyenne de 1,6 hectare. Les petits exploitants agricoles et les fermes familiales constituent donc l'épine dorsale de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, en particulier parmi la population rurale (Banque mondiale, 2023). La détérioration continue de la situation alimentaire en RD Congo, la croissance soutenue des importations alimentaires et l'accroissement du nombre des personnes vulnérables de ces dernières années prouvent que l'agriculture n'y joue pas encore le rôle de fer de lance du développement nécessaire pour désamorcer la courbe de la pauvreté (Tollens, 2015 ; Lebailly *et al.*, 2015) et ce en dépit de ses grandes potentialités agricoles et plus de 20 plans et programmes de développement agricole formulés sur les trois dernières décennies (Tollens, 2015 cité par Miteu *et al.*, 2019). Malgré son importance potentielle sur l'économie, la sécurité alimentaire et l'aménagement du territoire rural, l'agriculture familiale bénéficie de peu de soutien public. La recherche agronomique et la vulgarisation agricole sont toujours très faibles, malgré l'augmentation sensible des budgets alloués récemment (30 millions de \$ et 32 projets lancés dans les provinces). La disponibilité du crédit agricole, y compris le microcrédit, reste très limitée. Le secteur semencier est en plein développement, mais encore émergent, et la faible recherche agronomique affecte le développement de variétés performantes et de semences de base. Très peu d'engrais chimiques sont utilisés et leur coût est souvent exorbitant. La mécanisation agricole n'existe presque pas, malgré la distribution dans les provinces de plus de 2000 tracteurs par l'État depuis 2008. La plupart des paysans utilisent des outils rudimentaires comme la houe, la hache et la machette (Tollens, 2015).

Malgré de nombreuses solutions que l'agriculture familiale peut apporter, les petites exploitations sont confrontées à divers défis, telles les difficultés d'accès aux ressources, l'absence d'un plan de succession, voire le manque des opportunités de formations (McGlynn *et al.*, 2013) ; l'absence de marchés appropriés (FAO, 2015) ; les menaces que le changement climatique fait peser sur leurs moyens d'existence (FAO, 2016) ; ainsi que les difficultés d'accès au crédit parce que leur rendement financier est faible et risqué (Coalition contre la faim, 2015). Outre les contraintes liées à la production et aux débouchés, les agriculteurs familiaux sont confrontés également à des difficultés plus larges dont le difficile accès à la santé et à l'éducation, l'absence d'infrastructures et d'équipements collectifs (Laplante, 2014 cité par Mulumeoderhwa, 2023).

A ce jour, l'agriculture congolaise se trouve de manière structurelle au carrefour des enjeux collectifs majeurs. Elle doit surtout contribuer à réduire la pauvreté tout en contribuant à la croissance d'économie nationale, réussir l'intégration de producteurs locaux dans les marchés locaux, régionaux et international et maintenir ses performances dans la durée en tenant compte des enjeux écologiques et du développement durable (Bombonayo *et al.*, 2022).

2.1.4 La vulgarisation agricole en RD Congo

La vulgarisation n'est plus uniquement l'affaire d'employés des organismes agricoles du secteur public qui se déplacent en moto pour parler aux agriculteurs, même si ce stéréotype concerne encore une partie importante des agents de vulgarisation. Le terme « vulgarisation » évoque des images du passé et suggère des hypothèses erronées sur la signification de la réforme de la vulgarisation. Dans ce document, le terme « vulgarisation » est utilisé en tant que terme général neutre pour parler de toutes les activités qui fournissent des services d'information et de conseil nécessaires et demandés par les agriculteurs et par d'autres acteurs des systèmes agroalimentaires et du développement rural (FAO, 2011).

2.1.5 Les champs – écoles paysans

Est-il besoin de rappeler que les destinataires de ces projets, en l'occurrence les paysans agriculteurs, sont détenteurs d'une certaine « expertise », d'une expérience, des connaissances, bref d'un savoir qu'il est bien indispensable de capitaliser pour la réussite des actions ancrées dans leur vécu quotidien et donc, susceptibles d'une réelle viabilité (Amoukou, et Wautelet, 2007 ; Amoukou, 2007 cités par Ngalamulume, 2010).

L'approche « Champ-Ecole Paysanne » ou « Champ-Ecole des Producteurs » (CEP) ; en anglais « Farmer's Field School » (FFS), d'origine indonésienne « Sekolah Lapangan » qui signifie « école champ », part du constat et de la nécessité que les paysans doivent s'associer et comprendre effectivement ce qu'ils font en choisissant la méthode et les solutions qui leur sont appropriées, et donc devenir professionnels de leur métier. En privilégiant l'association des animateurs et des acteurs communautaires durant le processus tout en mettant en avant la dynamique interactive du groupe ainsi que le travail au ras du sol, l'approche garantit la prise en compte des compétences et savoir-faire sociaux locaux, ce qui concorde bien avec les stratégies et politiques de développement du type « bottom-up », et donc de développement local.

2.2 Profil et défis du paysan congolais (agriculture de subsistance, faible accès aux intrants et dégradation des sols ; pauvreté rurale et faible niveau d'alphabétisation technique)

Le système alimentaire mondial actuel est confronté à de nombreux défis auxquels il ne parvient pas à répondre tels que l'insécurité alimentaire, le changement climatique, la dégradation des ressources et la pauvreté (Amede *et al.*, 2023 cités par Castermans, 2024). Les enjeux diffèrent selon les pays : pour certains il en va de la gestion des conséquences de la dégradation environnementale et pour d'autres d'avoir un accès sécurisé aux moyens de production et la possibilité de dégager un revenu et une suffisante sécurité alimentaire (Altieri, 1989 cité par Castermans, 2024). Dans les deux cas, l'objectif est d'atteindre les objectifs du développement durable (ODD) en construisant des systèmes alimentaires plus durables respectant les limites planétaires (Bicksler *et al.*, 2023 cités par Castermans, 2024).

De plus en plus de preuves attestent des impacts positifs de l'agroécologie sur l'environnement et les revenus des agriculteurs (FAO 2019). Une étude récente du GIST impact (2023) a démontré que l'adoption de pratiques agroécologiques en Inde a conduit à une plus grande diversité des cultures, des rendements similaires ou supérieurs, des revenus plus élevés pour les agriculteurs, des coûts d'intrants plus bas, une amélioration des économies locales, des réseaux sociaux renforcés, une meilleure santé et une réduction des coûts de santé. Un autre rapport de l'IPES-Food (International Panel of Experts on Sustainable Food Systems) (2020) affirme que l'agroécologie est particulièrement bien adaptée aux pays Africains car elle repose sur un processus d'apprentissage paysan-à-paysan et intergénérationnel (Castermans, 2024).

La petite agriculture paysanne joue un rôle important pour satisfaire les besoins alimentaires des ménages agricoles pauvres vivant en Afrique subsaharienne (Ellis, 2005 cité par Heri-Kazi et Bielders, 2020). Malgré que 70% de la population dépendent de l'agriculture pour sa survie, il faut noter que la productivité agricole est très faible car très peu d'intrants externes sont utilisés, en plus les coûts de commercialisation sont très élevés, les transports sur les routes de desserte agricole onéreux et beaucoup de villages sont encore presque enclavés (Tollens, 2015).

Le déclin de l'agriculture a débuté surtout avec la zaïrianisation de 1973, les conflits internes de 1996 à 2002 et la succession de guerres, pillages, vols, insécurité et déplacements de population. Depuis 2006, il y a une nette relance de l'économie, mais l'agriculture stagne encore, surtout à cause de la faiblesse des institutions en appui de l'agriculture (RDC 2009). Lebailly *et al.* (2015) décrivent les nombreux plans et programmes de développement agricole qui ont été formulés. Il y en a 22 au total. Maintes fois déjà, l'agriculture a été déclarée « priorité des priorités », mais sans contenu pratique ni budget conséquent (Tollens, 2015).

Le secteur agricole et rural joue un rôle prépondérant dans de nombreux pays en développement, notamment en Afrique subsaharienne. Avec une révolution structurelle encore embryonnaire, ces pays ont une économie qui repose en majeure partie sur le secteur primaire. Celle-ci participe en moyenne à 20% du PIB en Afrique subsaharienne ; ce taux peut même dépasser les 40% pour les pays tels que le Togo ou la République Centrafricaine. Ce secteur est également le plus grand gisement d'emplois avec 60% des actifs vivant en milieu rural. L'agriculture emploie en effet plus de 80% de la population active dans les pays à vocation agricole tels que Madagascar ou la République démocratique du Congo³. Outre la fonction de base d'assurer la sécurité alimentaire des populations, l'agriculture est également appelée à accroître les ressources en devises de l'Etat par les exportations, à protéger les ressources naturelles et à créer de l'emploi décent pour les exploitations agricoles

familiales. Ce secteur est cependant fragile et enclin à de nombreuses difficultés, afin d'assurer ses fonctions de base. Le faible niveau de qualification des producteurs, dont bon nombre sont analphabètes et sans formation sur le métier, entraîne une faible productivité dans le secteur.

2.3 Evolution de la vulgarization agricole

2.3.1 Analyse historique (échec des modèles descendants)

En Afrique centrale, l'agriculture traditionnelle demeure largement fondée sur des pratiques peu durables, souvent héritées de systèmes extensifs, qui accentuent la dégradation des sols, la vulnérabilité des exploitants face aux chocs climatiques, et la perte progressive de biodiversité. Les exploitants ruraux se retrouvent confrontés à une double pression : répondre aux besoins alimentaires de leurs familles tout en générant un revenu suffisant, tout en étant contraints de préserver les ressources naturelles essentielles à la pérennité de leur activité agricole (Nasser, 2025).

2.3.2 Désengagement de l'Etat et émergence des acteurs internationaux

Au cours des années 2000, cette problématique de la FAR en tant qu'enjeu d'appui au développement a donc émergé à l'échelle internationale et de nombreuses organisations internationales ont pris conscience de l'urgence d'investir dans ce secteur.

Plusieurs ONGs internationales et locales saisisront cette opportunité pour combler le vide laissé par le pouvoir public afin d'aider tant soit peu, avec des objectifs différents et non atteints, dans une certaine mesure, pour accompagner les paysans dans la production, l'assistance en matériels aratoires et la diffusion de nouvelles innovations agricoles non maîtrisées par ces derniers.

Certains projets sont élaborés, réalisés mais les résultats sur terrain après le départ de la structure porteuse du projet, ne sont pas atteints. Les approches de vulgarisation étant différentes : partant de la vulgarisation du type colonial, où l'ONG apporte le projet dont les objectifs sont élaborés sans consultation du paysan et de la vulgarisation par l'approche « champs écoles paysans ».



Photo 1. Illustration de l'implication de certaines ONGs internationales et locales dans la formation paysanne au Plateau de Bateke.

3 Analyse des approches de formation pour une agriculture durable

3.1 Approche CEP: l'apprentissage par la pratique

Les approches traditionnelles, classiques de la vulgarisation agricole suivant un schéma linéaire de haut vers le bas ; soit des décideurs, des chercheurs vers les animateurs et les vulgarisateurs, et de ceux-ci vers les paysans ; se sont révélées au cours des années contre-productives, non viables, non durables, inefficaces et pas à même de répondre aux préoccupations essentielles et réelles des agriculteurs. L'échec de ces différentes approches antérieures ayant impliqué très faiblement les agriculteurs et producteurs ruraux dans les différentes actions à entreprendre, de la conception à l'évaluation en passant par la mise en œuvre n'est plus à démontrer. Le décalage s'est toujours révélé criant entre les offres de ces différentes actions et approches et les demandes de développement des producteurs à la base ; d'où inadéquation toujours croissante entre résultats de recherche et besoins réels des acteurs du développement (Ngalamulume, 2010).



Photo 2. Apprentissage par la pratique de la plantation des acacias dans un champ de manioc au Plateau de Bateke

Il a été démontré à plusieurs reprises que les projets qui n'impliquent pas suffisamment les populations locales « bénéficiaires » de leurs actions sont davantage voués à l'échec, ces dernières ne se sentant pas du tout concernées par les actions entreprises et n'y accordant qu'une faible attention, un très faible intérêt (Lapeyre, 2002 ; Ngalamulume, 2010).

Se démarquant des approches consuméristes encourageant la passivité des paysans, le CEP vise l'auto-formation des agriculteurs et des formateurs en vue de la maîtrise du système cultural, du développement des alternatives viables et crédibles et la gestion intégrée des productions. La démarche permet aux acteurs de tester les diverses options et alternatives qui s'offrent à eux pour en améliorer le contenu ; ce qui représente une réelle opportunité d'apprentissage. Les notions de « participation », d'« appropriation », d'« empowerment », d'« implication » des acteurs paysans trouvent tout leur sens et sont centrales dans ces dispositifs. Cela présente l'avantage de faciliter l'investissement réel et véritable du paysan dans la production du savoir agricole à partir de ses observations ainsi que sa responsabilisation dans la recherche des solutions et la prise des décisions sur son exploitation. C'est donc dans les champs que les agriculteurs-participants apprennent à partir de leurs propres observations, de leurs découvertes et de l'expérimentation.

3.2 Emergence de l'agriprenuriat (passage de la survie à la rentabilité et formation sur la gestion des exploitants, le marketing et l'accès aux marchés urbains)

Dans les pays à vocation agricole comme la RD Congo, l'agriculture et ses industries connexes sont essentielles, d'une part à la croissance et d'autre part, à la réduction de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire au sein des populations (Longadi *et al.*, 2022).

De plus, presque tout le territoire national bénéficie de conditions agro climatiques particulièrement favorables aux activités agricoles. Une réelle diversification des productions agropastorales est ainsi envisageable grâce à la position du pays, situé de part et d'autre de l'équateur (Loola 2025).



Photo 3. Illustration de formation en marketing commercial d'une coopérative agricole au plateau de Bateke



Photo 4. Formation en marketing commerciale d'une coopérative agricole spécialisée en production de Chikwangués au plateau de Bateke

3.3 Intégration de la résilience climatique (vulgarisation des semences améliorées et des techniques d'agriculture intelligente face au climat)

En Afrique centrale, les politiques agricoles ont longtemps été axées sur l'intensification de la production à travers des méthodes conventionnelles, souvent sans tenir compte des impacts environnementaux et sociaux. Cependant, des initiatives récentes dans des pays comme le Cameroun et la République du Congo ont montré que des politiques favorables à l'agroécologie, telles que des subventions pour l'achat d'intrants bio ou des programmes de formation pour les agriculteurs, peuvent encourager l'adoption de pratiques plus durables (Garrity *et al.*, 2010 cités par Nasser, 2025).

4 Les facteurs de succès et les obstacles à l'autonomisation durable

4.1 Le rôle des organisations paysannes et des coopératives

Partant des contraintes auxquelles les paysans sont butés d'une part et du désengagement de l'Etat pour soutenir leurs actions d'autre part, les producteurs agricoles ont résolu se mettre ensemble en vue de résoudre leurs problèmes communs, il s'agit là des Organisations paysannes au niveau local, soit au premier niveau et au second niveau les organisations paysannes se réunissent à leur tours en unions paysannes pour constituer une grande force, car dit un proverbe belge que « l'union fait la force » (Yamfu *et al.*, 2025).

Dans tous les pays, qu'elles soient informelles, reconnues, éphémères, souples, de grande ou petite taille, les organisations paysannes sont à la fois le lieu d'expression des intérêts de paysans et un moyen d'atteindre les objectifs qu'ils se fixent. Si les organisations paysannes et rurales intéressent un nombre croissant de personnes, c'est qu'elles sont amenées à jouer un rôle de plus en plus important dans le développement rural des pays du Sud » (Yamfu *et al.*, 2025).

4.2 Les barrières structurelles persistantes

Néanmoins, ces Organisations paysannes constituées en unions paysannes sont confrontées à divers problèmes qui ne leur facilitent pas à réaliser, dans le cadre de l'agriculture, de rendement significatif alors qu'elles sont les seules qui puissent aider le monde rural à se propulser (Yamfu *et al.*, 2025).

Le constat fait est que les producteurs agricoles encadrés par les Organisations paysannes réunies en unions paysannes effectuent des travaux dans des conditions qui ne leur facilitent pas de réaliser une bonne productivité (Yamfu *et al.*, 2025).

Pour Jan Aertsen (2011), le plus grand parmi les défis est certes le développement d'une vision partagée sur la transition indispensable de l'agriculture congolaise actuelle vers un secteur prospère, qui permet aux producteurs agricoles de mener une vie digne et qui offre des perspectives d'avenir aux jeunes ruraux, une vision qui formera la base d'actions communes concrètes et durables. Une vision développée par et avec les paysans et les paysannes, unis dans des organisations paysannes durables.

4.3 Genre et jeunesse : les piliers oubliés

Par ailleurs, le poids de la démographie impacte et continuera d'impacter fortement le secteur agricole et rural dans les décennies à venir. L'Afrique subsaharienne est la seule région du monde où la population rurale continuera de croître en valeur absolue malgré le développement de l'urbanisation (augmentation annuelle de 2,7%) (Rakotomampionona, 2018). Cette forte croissance démographique implique non seulement une impérieuse nécessité d'augmentation de la productivité mais induit également une augmentation de la demande d'emploi, notamment des jeunes (FAO *et al.*, 2014 cités par Rakotomampionona, 2018). En effet, sur l'ensemble du continent africain, plus de 20 millions de jeunes sont aujourd'hui à la recherche d'un premier emploi, en 2030, ils seront plus de 33 millions (Cirad-Nepad, 2016 cité par Rakotomampionona, 2018).



Figure 2. Intégration de la jeunesse dans les activités agricoles

Source : Umba *et al.*, (2024)



Figure 3. Illustration d'une femme en pleine activité agricole

Source : Umba *et al.*, (2024)

En revanche, la croissance de la population en milieu rural constitue une opportunité afin d'améliorer le taux d'activité aux niveaux des régions et des territoires. Mais pour que ce « dividende démographique » joue pleinement son effet de levier, il faut qu'il soit combiné à un environnement économique et institutionnel favorable et stable, à un système éducatif inclusif ainsi qu'à une augmentation de l'investissement productif, de la capacité d'innovation et de la productivité. Il doit par ailleurs davantage prendre en compte la place de la femme dans les activités agricoles et dans le développement socioéconomique des zones rurales (Losch 2014).

Celle-ci doit prendre en compte à la fois la formation professionnelle initiale et continue, l'apprentissage, les compétences de base, l'enseignement supérieur et la recherche. Ces dispositifs se doivent de cibler l'ensemble des filières du secteur agricole, des services à l'amont en passant par la production jusqu'à la transformation et la commercialisation, tant dans les secteurs formel qu'informel. Ils se doivent également d'intégrer le continuum formation–installation des jeunes mais également le conseil agricole aux exploitations familiales ainsi que les appuis à leurs organisations professionnelles. Ces rénovations doivent être soutenues conséquemment par des interventions de politiques publiques coordonnées et dimensionnées à la hauteur des enjeux évoqués (Rakotomampionona, 2018).

5 Discussion

Tout au long de cette rédaction, il a été question, partant de la revue bibliographique, de voir si la formation du paysan pourrait être un plus afin de faire de ce dernier un pilier du développement durable de son milieu. Il faut d'abord retenir qu'avec l'explosion démographique, certaines pratiques ne répondent plus aux réalités et contraintes actuelles. La transmission traditionnelle de savoirs paysans ne répond plus ou peu aux exigences des évolutions économiques, technologiques et sociales. Il s'avère donc important de noter que la formation agricole et rurale (FAR) devient alors l'un des facteurs clé pour répondre à ces enjeux de développement à court, moyen et long termes : augmentation de la productivité, création de valeur ajoutée, création d'emploi et développement des territoires ruraux (Rakotomampionona, 2018).

La vulgarisation agricole était d'abord dominée par le modèle colonial dans lequel, les colons imposaient les cultures en rapport avec les besoins de la métropole qu'était la Belgique. Et cette vulgarisation reposait sur les cultures de l'hévéa, du palmier à huile, caoutchouc, etc... Différents gouvernements qui se sont succédés dès l'indépendance à ces jours, sur papier, ils font de l'agriculture priorité des priorités mais sans pour autant répondre aux fondements que sont la formation, les semences de qualité, les infrastructures de desserte agricole.

Alors que son rôle est aujourd'hui pleinement reconnu, la FAR, dans sa forme actuelle, s'avère, dans de nombreux pays en développement, incapable de répondre à la demande de formation, tant sur le plan qualitatif que quantitatif. Elle tarde à répondre aux changements de l'économie des pays africains et les dispositifs de formation ne sont plus adaptés aux besoins du secteur agricole. Il est donc nécessaire de refonder les dispositifs de formation pour répondre aux défis d'un développement agricole et rural plus durable (Rakotomampionona, 2018).

La Formation agricole et rurale (FAR) constitue donc indéniablement un des facteurs contribuant au développement des zones rurales dans les pays africains, en favorisant l'accès à l'éducation et à la formation,

l'amélioration de la productivité agricole et sécurité alimentaire, le développement d'activités génératrices de revenus et d'un travail décent pour les exploitations familiales et les jeunes (Rakotomampionona, 2018).

Il apparaît évident dans tout ce contexte que l'auto adaptation des exploitants familiaux ne suffit pas pour relever les défis du développement agricole et rural et l'acquisition de nouvelles connaissances et compétences s'avère nécessaire. La transmission traditionnelle de savoirs paysans ne répond plus ou peu aux exigences des évolutions économiques, technologiques et sociales. La formation agricole et rurale (FAR) devient alors l'un des facteurs clé pour répondre à ces enjeux de développement à court, moyen et long termes : augmentation de la productivité, création de valeur ajoutée, création d'emploi et développement des territoires ruraux (Rakotomampionona, 2018).

6 Conclusion

La formation des paysans en RD Congo est un levier indispensable pour la transition vers une agriculture durable, transformant l'exploitation de subsistance en entrepreneuriat tout en adoptant des pratiques agroécologiques. Pour garantir la sécurité alimentaire nationale, il est crucial d'institutionnaliser ces dispositifs de formation participative, tels que les Champs-Écoles Paysans, à l'échelle nationale.

En effet, la formation paysanne par les CEP, comme plusieurs littératures l'ont démontré, est la méthode la plus utilisée et préconisée dans le cadre de transfert des techniques. Et il faut le noter, le plus grand défis à résoudre sera l'acquisition des semences améliorées.

REFERENCES

- [1] Banque mondiale (2023) Cas pratique n°2 : Agro-industrie – La chaîne de valeur du manioc. Washington, DC : Banque mondiale, 70 p.
- [2] Bombonayo N.J.L., Katula M.B. et Malasae A. (2022) Agriculture et croissance économique en RDC : une application du modèle de moindre carré ordinaire. *In Global Scientific Journals*, vol. 10 (2), 657-676
- [3] Castermans C. (2024) Application de « l'outil pour évaluer les performances de l'agroécologie » (TAPE) à Gemena, en RD Congo. Mémoire de fin d'études présenté en vue de l'obtention du diplôme de Bioingénieur en Sciences Agronomiques, faculté des bioingénieurs, Université Catholique de Louvain, 139 p.
- [4] FAO (2011) *Mobiliser les potentialités de la vulgarisation rurale et agricole*. Rome, Italie, 39 p.
- [5] FAO (2020) *Profil National Genre des Secteurs de l'Agriculture et du Développement Rural – République Démocratique du Congo. Série des évaluations genre des pays*. Kinshasa. <https://doi.org/10.4060/ca7767fr>
- [6] FAO (2026). République Démocratique du Congo: le pays en un coup d'oeil. <https://www.fao.org/republique-democratique-congo/fao-en-republique-democratique-du-congo/le-pays-en-un-coup-doeil/fr/> consulté le 02 mai 2026 à 13h01.
- [7] Heri-Kazi A. et Biolders L.C. (2020) Dégénération des terres cultivées au Sud-kivu, RD Congo : perceptions paysannes et caractéristiques des exploitations agricoles. *In Biotechnol. Agron. Soc. Environ.*, 24 (2) : 99-116
- [8] <https://www.fao.org/republique-democratique-congo/fao-en-republique-democratique-du-congo/le-pays-en-un-coup-doeil/fr/>
- [9] Issomalambe M., Lisendja B.B. et Bosandja L.G. (2021) Stratégies de développement rural en RD Congo. *In Journal of Social Science and Humanities Research*, vol. 6, issue 9, pp. 41-50.
- [10] Kimpianga (2007) *La problématique du développement*. Presses de l'Université Libre de Luozi, Kinshasa 2/RDC, 388 p.
- [11] Longadi E.G., Komba M.A. et Shinga Y.Y.Y.L. (2022) Agriculture face au climat : perspectives d'une révolution verte en République Démocratique du Congo à l'instar du modèle agricole indien (synthèse bibliographique). *In Revue Africaine d'Environnement et d'Agriculture*, 5 (4), 178-185
- [12] Loola E.L.B. (2025) Développement rural comme frein à l'exode rural et levier à l'exode urbain en République Démocratique du Congo. *In Revue Internationale de la Recherche Scientifique* vol. 3 n°5, pp. 4503-4515. <https://doi.org/10.5281/zenodo.17073422>
- [13] Madingi N.M., Malung'Mper A.P., Bamuene S.D., Bwangila I.C. et Umba D.M.J. (2025) La question écologique en Afrique : enjeux et défis pour une politique de développement durable. *In Revue Internationale de la Recherche Scientifique*, vol. 3, n°6, pp. 6468-6477. <https://doi.org/10.5281/zenodo.17625308>

- [14] Mfutu N.E., Booto B.D. et Kamulumba K.G. (2025) La République Démocratique : paradoxe d'un pays aux énormes potentialités agricoles, nourri par l'extérieur. In *International Journal of Progressive Sciences and Technologies* vol. 53, n°1 : 355-368.
- [15] Miteu K.A.R., Sankiana M.G., Kinkela C. et Biloso M.A. (2019) Typologie des exploitations agricoles familiales dans les territoires de Kazumba, Dimbelenge et Demba au Kasai Central en République Démocratique du Congo. In *Afrique SCIENCE* 15 (1) : 377-390
- [16] Moula N., Detiffe N., Farnir F., Antoine-Moussiaux N. et Leroy P. (2012) Aviculture familiale au Bas-Congo, République Démocratique du Congo (RDC). In *Livestock Research for Rural Development* 24 (5), pp. 1-15
- [17] Nasser I.A. (2025) L'agroécologie comme levier de développement durable en Afrique centrale : Analyse comparative des impacts socio-économiques chez les exploitants ruraux en RDC et au Cameroun. In *Journal of Business and Technologies*, vol. 1 n°9. <https://jobt.org/index.php/publications>
- [18] Ngalumulume T.G. (2015) Décentralisation agricole, développement rural et gouvernance locale en République Démocratique du Congo. In [https://www.idgpa.org/downloads.African-Journal-of-Democracy-and-Governance-\(AJDG\)/Volume-2/article-6-1-et-2-vol-2-2015.pdf](https://www.idgpa.org/downloads.African-Journal-of-Democracy-and-Governance-(AJDG)/Volume-2/article-6-1-et-2-vol-2-2015.pdf)
- [19] Ngalumulume T.G., (2010) L'approche Champ-Ecole Paysanne (CEP) : une méthode de recherche-action impliquant davantage les producteurs ruraux dans la maîtrise et l'amélioration de leur système de production. L'exemple des CEP du Kasai Occidental/RD Congo. In *Innovation ans Sustainable Development in Agriculture and Food*, Montpellier, France, 10 p. hal-00510547.
- [20] Ngalumulume T.G. (2022) Analyse historico-systémique de l'évolution de l'encadrement agricole et de l'organisation rurale : du paysannat indigène au mouvement paysan en République Démocratique du Congo (synthèse bibliographique). In *Revue Africaine d'Environnement et d'Agriculture*, 5 (2), 73-86.
- [21] Rakotomampionona A.N.A. (2018) Comment soutenir la rénovation de la formation agricole et rurale (FAR) dans les pays en développement ? Contribution à la réflexion de l'Agence Française de développement (AFD) et du Réseau international FAR, à partir d'une étude de cas au Togo. Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du diplôme d'Ingénieur agronome en Développement agricole et rural dans le sud. SupAgro, Montpellier, France, 170 p
- [22] Schneider K. (2022) *L'agroécologie, une science et une pratique agricole pour les petits producteurs d'Afrique subsaharienne*. Fondation Antenna, 76 p.
- [23] Tabala M.W. (2026) Economie rurale et développement local du secteur Dwe, territoire de Bulungu, province du Kwilu. In *Revue Internationale de la Recherche Scientifique* vol.4 n°2, pp. 2164-2179. <https://doi.org/10.5281/zenodo.19236625>
- [24] Tollens E. (2015) Les parcs agro-industriels et l'agriculture familiale : les défis du secteur agricole en RDC. In *Conjonctures congolaises*, pp. 147-158
- [25] Tollesns E. (2015) Les parcs agro-industriels et l'agriculture familiale. Les défis du secteur agricole en RDC. In *Conjonctures congolaises 2015 : Entre incertitudes politiques et transformation économique*. L'Harmattan et Musée royal de l'Afrique centrale, éditions L'Harmattan, Paris, France, 333 pages.
- [26] Uмба D.M.J., Bamuene S.D., Mumba D.A., Lukombo L.J.C., Mashini D.M.M.J.C. et Kusika N.C. (2025) *La terre nourricière, notre patrimoine commun, pour un développement humain et durable*. Editions CEDI, Kinshasa-Gombe, RD Congo, ISBN 978-99951-92-23-3, 155 p/
- [27] Uмба D.M.J., Mumba D.A., Lukombo L.J.C., Badibanga K.D., Kusika N.C. et Metena M.M. (2022) *La caviaculture, une alternative de source des protéines animales pendant le confinement de la pandémie de la Covid-19 en RD Congo*. Editions CEDI, Kinshasa-Gombe/RD Congo, ISBN 978-99951-92-18-7, 94 p.
- [28] Yamfu P.A., Tiarina M.J., Nakatala H. et Piti M.F. (2025) Les unions paysannes et développement agricole en milieu rural : étude réalisée dans le territoire de Bulungu de 2019 à 2023. In *Revue Internationale de la Recherche Scientifique*, vol. 3, n°6, pp. 7268-7287. <https://doi.org/10.5281/zenodo.18130591>